

Unité départementale du Rhône  
5 place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 21/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TOKAI COBEX SAVOIE**

30 RUE LOUIS JOUVET  
BP 16  
69200 Vénissieux

Références : UDR-SSDAS-25-325-AM  
Code AIOT : 0006103851

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement TOKAI COBEX SAVOIE implanté 30 RUE LOUIS JOUVET BP 16 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 13/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOKAI COBEX SAVOIE
- 30 RUE LOUIS JOUVET BP 16 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités de la société TOKAI COBEX SAVOIE dans son établissement de VENISSIEUX sont la formulation et la fabrication de barres de carbone par cuisson de barres de graphite. Les barres de graphite ainsi fabriquées sont utilisées en tant que électrodes pour la fabrication de l'aluminium par électrolyse ou pour fabriquer diverses pièces mécaniques en carbone adapté à des environnement très chaud ou agressifs.

L'établissement possède également une unité de broyage de graphite pour la fabrication de carbone en poudre.

Cette inspection avait pour objectif principal de vérifier la réalisation des travaux relatifs au bassin de rétention des eaux d'extinction incendie, conformément à la mise en demeure notifiée le 22 novembre 2024. Elle s'inscrit par ailleurs dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel de la DREAL, portant notamment sur les thèmes suivants : la maîtrise de la consommation en eau, la déclaration GIDAF ainsi que le suivi des émissions atmosphériques.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi Mise en Demeure - Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 22/11/2024, article 1	Astreinte	3 mois
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/07/2022, article Art. 12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Déclaration GEREP	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 2.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Emissions AIR	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Situation administrative - Rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 1.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suivi des productions	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 1.2.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure en date du 22 novembre 2024 imposait à l'exploitant de finaliser, avant le 30 septembre 2025, l'ensemble des travaux relatifs à la récupération des eaux d'extinction incendie. **Cette échéance n'ayant pas été respectée et compte tenu des enjeux, l'Inspection proposera à**

**Madame le Préfète d'ordonner une astreinte journalière administrative de 100 euros, assortie d'un sursis de trois mois, en adéquation avec les engagements formalisés par l'exploitant.**

En effet, au moment de l'inspection, le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie n'était pas encore pleinement fonctionnel. Les opérations de raccordement, l'installation des vannes, les essais techniques ainsi que la rédaction des procédures associées restaient à finaliser. Néanmoins, l'inspection des installations classées a relevé que l'exploitant avait engagé des travaux significatifs, notamment en matière de pose de tubages (bassin enterré) et de canalisations dédiés à la collecte des eaux d'extinction incendie.

Concernant les autres points abordés lors de l'inspection, il est rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient d'assurer l'entretien de ses canalisations de prélèvement d'eau et leur gestion de manière à garantir l'absence de fuites et la maîtrise effective de ses consommations.

Pour les émissions atmosphériques, l'inspection demande à l'exploitant:

- de respecter ses flux de poussières brutes,

- d'approfondir sa connaissance des émissions de hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), en analysant leur variabilité en fonction de ses procédés industriels, afin d'identifier les causes des pics d'émission observés et d'y remédier de manière ciblée.

Par ailleurs, des compléments concernant le dernier porter à connaissance déposé par l'industriel ont été demandés dans le cadre de cette inspection.

## **2-4) Fiches de constats**

### **N° 1 : Suivi Mise en Demeure - Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/11/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société TOKAI COBEX, exploitant une installation située au 30 rue Louis Juvet sur la commune de Vénissieux, selon les dispositions de l'arrêté préfectoral modifié du 2 mars 2005, est mise en demeure de se conformer, avant le 30 septembre 2025, aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juillet 2022 susvisé, en réalisant un dispositif de rétention des eaux incendie sur le site
<b>Constats :</b>  L'inspection s'est rendue sur site et a constaté la mise en place de deux tubes enterrés de type "Tubao". L'exploitant indique que ces tubes permettront de retenir 1470 m3 d'eau d'extinction incendie. Les travaux de mise en place des réseaux, de finalisation du revêtement, d'installation des vannes de sectionnement des eaux pluviales restent à finaliser, ainsi que la mise à jour de toutes les procédures internes liées à cette nouvelle installation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les travaux d'installation du bassin enterré de confinement des eaux d'extinction incendie ont

enregistré une avancée significative. Toutefois, certains éléments restent à finaliser avant la mise en service définitive du système, notamment l'achèvement de travaux résiduels, la réalisation de tests fonctionnels et la réception technique du dispositif.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, lorsque le bassin sera pleinement opérationnel, un dossier comprenant le justificatif de la réception de l'ouvrage, les résultats des tests réalisés sur l'ouvrage, le dossier de gestion des travaux indiquant le suivi et devenir des terres excavées, et les procédures mises à jour.

Ainsi, en l'état actuel des travaux, la levée de la mise en demeure ne peut être proposée.

**Au regard des enjeux et des engagements de l'exploitant, l'inspection proposera à Madame la Préfète d'ordonner, selon l'article L.171-8 du code de l'environnement, une astreinte journalière administrative de 100 euros, avec un sursis de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Prélèvement d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2022, article Art. 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement eau et quantités autorisées

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (*) (m <sup>3</sup> /an)	Prélèvement maximal - Horaire (m <sup>3</sup> /h) et journalier (m <sup>3</sup> /j)
Eau souterraine	Nappe alluviale	6334	80 000 m <sup>3</sup> /an	90 m <sup>3</sup> /h et 247

(issue du forage situé sur le site S A V O I E REFRACTAIRE)	de l'Est lyonnais (couloir de Mions/Heyrieux)		80 000 m <sup>3</sup> /an	90 m <sup>3</sup> /h et 247 m <sup>3</sup> /j
Réseau d'eau	AEP Grand Lyon		10 000 m <sup>3</sup> /an	/

#### Constats :

L'exploitant a fourni le relevé de ses consommations d'eau. Le fichier Excel "registre conso eau potable et industrielle Vx 2024" transmis à l'inspection des installations classées indique notamment le relevé du compteur correspondant à l'eau souterraine issue du forage situé sur le site de Savoie-Refractaire. L'exploitant effectue un relevé journalier, excepté le week-end ou les jours de fermeture du site. Il en déduisait une estimation de consommation journalière du site à l'aide des relevés. L'exploitant a depuis installé un suivi informatique des prélèvements du puits et de son château d'eau.

Le relevé Excel fait apparaître pour l'année 2024:

- un dépassement de la consommation annuelle d'eau souterraine (83.090m<sup>3</sup> pour une limite annuelle de 80.000m<sup>3</sup> dans l'arrêté préfectoral)
- 61 dépassements du seuil de consommation journalière fixé à 247 m<sup>3</sup>/j, avec notamment un maximum indiqué à 821 m<sup>3</sup>/j les 3, 4 et 5 août 2024.

L'exploitant indique que le forage est localisé sur la parcelle de voisin Savoie Refractaire dont le site est en cessation et en cours de réhabilitation par un tiers-demandeur. Il précise que l'eau de ce forage ne dessert pas uniquement les installations de TOKAI, mais également celles du site Savoie Refractaire. Dans un courrier à destination du Grand Lyon (REF. Vx 24-001 du 7/01/2025) que l'exploitant a transmis à l'inspection, TOKAI indique avoir réalisé des investigations sur le réseau commun aux deux sociétés et sur les équipements (pompes, château d'eau) afin d'estimer les fuites identifiées. Si l'exploitant indique qu'il estime à 59 990m<sup>3</sup> le volume d'eau prélevé par le puits et qui va dans le réseau d'assainissement en 2024, il n'est toutefois pas capable de fournir une justification de sa consommation réelle d'eau de nappe, ni d'estimer les quantités d'eau concernées par les fuites du réseau commun.

Les recherches de fuites réalisées lors du second trimestre 2024 n'ont pas permis d'inspecter certains tronçons du réseau enterré (trop profond et non détectable). L'exploitant mentionne également des traces de corrosion importantes sur certains éléments du château d'eau.

Lors de l'inspection, le site voisin était à l'arrêt, aucun travaux de dépollution n'étaient en cours et le site de Tokai n'était pas en fonctionnement, seules quelques activités de maintenance avaient lieu, et à 12:30, la consommation journalière était déjà de 114 m<sup>3</sup>. Elle était de 169m<sup>3</sup> pour le mardi et mercredi précédent l'inspection.

Sur site, l'inspection a pu constater la présence du compteur d'eau dans le puits, ainsi que la mise en place de nouveaux branchements non utilisés actuellement. L'accès à l'intérieur du puits était interdit par une porte fermée à clé. Aucun capot de fermeture n'est installé sur la tête du puits et ne permet un isolement total du puits de toute pollution.

L'inspection constate que:

- le prélèvement réalisé sur le forage a dépassé le seuil autorisé de 80.000m<sup>3</sup> en 2024,
- l'exploitant ne peut suivre précisément quelle est la consommation de ses installations, ni celle de son voisin et ni la part d'eau qui est perdue par les fuites,
- les installations de prélèvement d'eau, les canalisations sont particulièrement vétustes. Les consommations journalières en période d'arrêt d'activité indiquent qu'une ou plusieurs fuites ont lieu sur le site de Tokai ou de Savoie Refractaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant de:**

- mettre en œuvre les mesures nécessaires afin de garantir que les volumes prélevés sur le forage respectent strictement les limites réglementaires, à savoir 80 000 m<sup>3</sup>/an et 247 m<sup>3</sup>/j, conformément aux prescriptions préfectorales,
- de poursuivre les investigations visant à identifier et résorber les éventuelles fuites sur le réseau, et de transmettre un échéancier de remise en état des canalisations, précisant les actions prévues ainsi que les solutions envisagées. (étude technico-économique)
- de poursuivre les échanges avec le propriétaire de l'ouvrage afin de réaliser la sécurisation de l'ouvrage de prélèvement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Suivi des productions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Respect des volumes autorisés

**Prescription contrôlée :**

2541-1

Capacité de cuisson (t/an) m

N°	Intitulé Rubrique	Nature des installations et volume d'activité	Régime

2541	Agglomération de houille, charbon de bois, minerais de fer, fabrication de graphite artificiel, la capacité de production étant supérieure à 10 t/j	Capacité de cuisson maximale  - théorique : 80 000*  - autorisée : 200t/j max sans excéder 70 000 t/an*	A
------	---	---	---

[...]

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

\* La capacité maximale théorique correspond à la capacité de cuisson maximale annuelle (tonnes passantes) avec un fonctionnement de 4 fours : F10 après son extension et sa rénovation et F5, F9, F12 à la date de signature du présent arrêté. Cette capacité de 80 000 t/an correspond historiquement à 49 000 t/an de produits finis.

La capacité maximale autorisée correspond à la capacité maximale de cuisson (tonnes passantes) avec un fonctionnement du four F10 après son extension et sa rénovation et la mise en sommeil d'une capacité de production plus ancienne répartie entre les fours F5, F9 et F12 équivalente à 10 000 t/an. Toute demande d'augmentation des capacités de production doit faire l'objet d'un porter à connaissance auprès du préfet du Rhône.

#### Constats :

Sous GERE, pour l'année 2024, l'exploitant a déclaré avoir produit 33523 tonnes de "autre" - il n'a pas précisé s'il s'agissait de produit fini ou de produit à cuire.

L'exploitant indique lors de l'inspection qu'il faut distinguer la quantité de produit qui est cuite de la quantité de produits finis vendus. La production des cathodes pour TOKAI Cobex se fait entre les sites de la Léchère et le site de Vénissieux. La cuisson a lieu sur le site de Vénissieux puis les cathodes retournent sur le site de Laléchère afin d'être usinées et vendues. Pour 49.000 tonnes de produits finis vendus (sur le site de la Léchère), il est nécessaire de cuire environ 80.000 tonnes de produits (que le site de Vénissieux); cette différence est liée à la perte au feu, l'usinage des produits et aux rebuts.

L'inspection constate que les volumes de produit à cuire sont bien inférieurs à la quantité autorisée: 33 523 tonnes en 2024 et 39790 t en 2023, pour une limite de 70 000t/an répartie sur 4 fours F5, F9, F12 et F10.

Dans le porté à connaissance déposé par l'exploitant (cf. Point de constat n° 6), l'exploitant indique que le four 12 sera mis à l'arrêt et que la production à venir sera répartie sur les 3 autres fours, pour la même quantité autorisée. Sur place, l'inspection a pu constater que le four 12 était consigné et hors service. La vanne d'alimentation était physiquement condamnée par un dispositif obturateur empêchant toute remise en fonctionnement.

Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.



## N° 4 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 2.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration du Bilan environnemental annuel

## Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
  - de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. [...]
- L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

## Constats :

L'exploitant effectue régulièrement ses déclarations sous GERE avant le 1er avril. Il complète cette déclaration par l'envoi papier du bilan annuel environnemental au préfet.

L'inspection n'a pas de remarque particulière sur la déclaration des déchets réalisée dans GERE.

Pour les déclarations relatives à l'eau, l'inspection demande à l'exploitant d'indiquer le prélèvement réel réalisé dans le puits, et non l'estimation des quantités rejetés dans le réseau d'eaux usées de la ville. En effet, la consommation en eau de l'exploitant doit prendre en compte toute l'eau prélevée, même si une partie est perdue par fuites. Cf. constat n° 2.

En ce qui concerne la déclaration des émissions dans l'air, les données déclarées dans GERE révèlent une variabilité significative des émissions annuelles de hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)\*, malgré une stabilité relative des paramètres de production (heures de fonctionnement et tonnage cuit). Les valeurs déclarées sont les suivantes :

Année	Émissions de HAP (kg)	Heures de fonctionnement	Tonnage cuit (tonnes)	Part des émissions nationales (%)
2024	36,7	7 874	33 523	-
2023	224	8 182	39 790	21% (part des émissions nationales déclarées dans GERE)
2022	63,6	8 328	48 192	-
2021	137,91	8 327	21 044	-

(\*) HAP : somme de (Benzo[k]fluoranthène, Indéno[1,2,3-cd]pyrène, Benzo[a]pyrène,

Benzo[b]fluoranthène).

Les analyses trimestrielles réalisées par l'exploitant (somme des 8 HAP\*\*) confirment cette variabilité, tout en restant inférieures à la Valeur Limite d'Émission (VLE) de 2,6 mg/Nm<sup>3</sup> :

Période	Concentration HAP(**) (mg/Nm3)
T1 2024	0,063
T2 2024	0,13
T3 2024	0,000012
T4 2024	0,038
T1 2025	0,28

(\*\*): Somme des 8 paramètres : Benzo (a) anthracène, Benzo (b) fluoranthène, Benzo (K) fluoranthène, Benzo (g,h,i) perylène, Indéno(1,2,3-c,d) pyrène, Dibenzo (a,h) anthracène, Benzo (a) pyrène, Chrysène

Interrogé sur les causes de ces écarts, l'exploitant confirme le constat mais n'a pas identifié de facteur explicatif (process, durée de cuisson, configuration des fours, nature des produits, etc.). Par ailleurs, la faible fréquence des mesures (4 analyses/an pour environ 8 000 heures de fonctionnement) limite la représentativité des données et la compréhension des phénomènes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Au vu de ces éléments, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les actions suivantes sous 3 mois:**

- augmentation de la fréquence des analyses en passant d'un rythme trimestriel à un contrôle mensuel pendant 12 mois consécutifs, afin d'affiner le suivi des émissions et d'identifier d'éventuels liens avec les conditions opératoires.
- rédaction d'un rapport technique analysant l'influence des paramètres du procédé (ex. : température de cuisson, durée des cycles, charge des fours, typologie des produits) sur les émissions de HAP. Ce rapport permettra d'identifier des leviers de réduction et de proposer un plan d'actions correctives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Emissions AIR

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques de l'OTR

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

-à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations, flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Rejet 1 sortie OTR

Paramètre	Code CAS	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux (Kg/h )	Flux (T/an ou kg/an)
<i>Concentration en O<sub>2</sub> de référence</i>		20 %		
Poussières, y compris particules fines	/	3	0,36	3t/an
PM10	/	3	0,36	3t/an
PM 2,5	/	2,6	0,31	2,6 t/an
Hydrocarbures lourds	/	10	1,2	9,9 t/an
Bap	50-32-8	0,05	0,006	50 kg / an (application mtd)
8 Hap (1)	/	2,6	0,286	2361 kg/an
16 Hap (2)	/	4,15	0,476	3931 kg/an
SO <sub>2</sub>	05-09-7446	50	6	49,6 t/an

N O <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	10102-44-0	100	12	70 t/an
CO	630-08-0	100	12	99,07 t/an
CH <sub>4</sub>	74-82-8	50	6	49,6 t/an
COVnm *	/	20	2,4	5 t/an
Dichlorométhane**	75-09-2	20	2,4	19,8 t/an
1,3 butadiène**	106-99-0	2	0,24	0,5 t/an

#### Constats :

L'exploitant réalise des analyses trimestrielles sur le rejet OTR. Pour 2024, les 4 rapports ont été transmis, et contiennent les analyses des paramètres demandés dans l'arrêté préfectoral: Vitesse, débit, vapeur d'eau, concentration en O<sub>2</sub> de référence, Poussières, PM<sub>10</sub> et PM<sub>2,5</sub>, Hydrocarbures lourds, BAP, HAP, 8 HAP, 16 HAP, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, CO, CH<sub>4</sub>, Dichlorométhane, 1,3 butadiène.

Pour le paramètre poussière, l'inspection constate pour les années 2024 et 2025 des dépassements récurrents sur le flux poussière et un dépassement ponctuel sur le paramètre concentration de poussière. Les VLE sont fixées à 0,36kg/h pour le flux de poussière, calculé sans correction en O<sub>2</sub> et à 3 mg/Nm<sup>3</sup>, calculé avec la correction en O<sub>2</sub> pour la concentration.

Les résultats sont les suivants :

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T42024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	VLE
Débit gazeux (Nm <sup>3</sup> sec/h)	12433	110667	99667	53667	76667	84333	81000	
Vitesse d'éjection (m/s)	16	14,3	13,52	6,6	9,8	11,2	10	

Poussiè r e s totales : Concen tration brute (mg/N m3 sec)	3	6,6	4,5	8	4,2	8,3	4,1	
Poussiè r e s totales : Concen tration corrigé e O <sub>2</sub> (mg/N m3 sec)	1,1	1,9	1,9	2,8	1,5	3,3	1,3	<b>3</b>
F l u x massiq u e Poussiè r e s totales (kg/h)	0,38	0,73	0,45	0,42	0,32	0,7	0,33	<b>0,36</b>

Pour 2024, le flux moyen s'élève à 0,495 kg/h, ce qui donne pour 7874 heures de fonctionnement un flux annuel de 3,897 tonnes, supérieur au flux annuel autorisé par AP (3 t/an).

Pour chaque dépassement du flux de poussière totale, l'exploitant justifie ce dépassement par la phrase suivante « Le flux limite de l'arrêté préfectoral a été calculé avec la concentration corrigée en O<sub>2</sub> et le débit alors que la norme impose de le calculer avec la concentration brute (qui est plus élevée), ce qui explique que même si la concentration et le débit sont conformes, le flux puisse être en dépassement."

La VLE pour le flux limite de poussière fixée dans l'AP de 0,36 kg/h correspond au flux issu de la dernière modélisation atmosphérique de dispersion des polluants dans l'air de l'étude de risque sanitaire pour le site de Tokai. En l'absence de démonstration contraire, l'inspection considère que cette donnée d'entrée pour le modèle de dispersion doit correspondre au débit réel (kg/s) et

au caractéristiques du panache (débit volumique réel, température, vitesse, diamètre), et que par conséquent Un flux normalisé (mg/Nm<sup>3</sup> corrigé en O<sub>2</sub>) ne permettrait pas de refléter les conditions réelles d'émission.

Par ailleurs, dans les documents trimestriels transmis, l'exploitant se compare toujours aux VLE des flux horaires et ne vérifie jamais sa conformité aux VLE annuelles fixées dans l'arrêté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois:**

- de fournir un justificatif technique de la possibilité de se comparer aux flux corrigés en O<sub>2</sub>, et de s'assurer de sa compatibilité avec l'ERS, dans un contexte régional marqué par une pollution aux particules (cf. PPA de l'agglomération lyonnaise), ou de respecter ses valeurs limites d'émission en flux brute sur les poussières.
- de réaliser une comparaison aux VLE flux annuels dans l'arrêté dans chaque rapport T4.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 6 : Situation administrative - Rubriques ICPE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 1.7.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Porté à connaissance

**Prescription contrôlée :**

Modification du champ de l'autorisation

[...]

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

**Constats :**

Par courrier en date du 29 juillet 2025, la société TOKAI COBEX a adressé à Monsieur le Préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance relatif à un projet de modification de ses activités. Ce projet porte sur :

- l'installation d'un système de récupération de la chaleur fatale issue de ses fumées ;
- la mise en place de mesures de prévention et de protection visant à limiter les effets externes de ses accidents sur la parcelle voisine.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la solution technique visant à limiter les effets externes de ses accidents sur la parcelle voisine, proposée dans le porté à connaissance du 3 octobre 2025 n'était pas validée. En effet, la rehausse des événements à 18 mètres ajoute des difficultés

structurelles qui ne sont pas résolues à ce jour. L'exploitant indique rechercher d'autres solutions techniques afin de réduire ses distances d'effets chez son voisin.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit fournir à l'inspection un nouveau porté à connaissance avec la solution technique retenue et les modélisations d'effets thermiques, de surpression et toxiques associées.**

L'exploitant doit également prendre en compte les remarques suivantes sur son porté à connaissance:

- l'exploitant doit justifier que la relocalisation des huiles dans un bâtiment dédié permet d'écarter tout effet sortant lié à un scénario d'incendie du magasin puisqu'il reste des éléments combustibles, notamment des palettes de bois ou lié à un scénario de fuite de gaz (présence de canalisation de gaz dans le magasin),
- l'exploitant doit reprendre les scénarios enveloppes en présentant les scénarios adaptés à la solution technique retenue, et en disposant des scénarios enveloppes suivants: Effets de surpression (proba A, B, C et D), Effets de surpression (proba E), Effets Thermiques (proba A, B, C et D), Effets thermiques (proba E), Effets toxiques (Proba A, B, C ,D), Effets toxiques en hauteur (proba E).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois